

# REGLEMENT DE CONSULTATION

## DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

### GESTION ET EXPLOITATION DU MULTISERVICES-BAR-POINT CHAUD DE L'ANCIENNE GARE SNCF DE MERENS LES VALS



Dates et heures limites de réception des candidatures et des  
offres :

29 avril 2026 -17 heures

## Sommaire

Article I. - IDENTIFICATION DE L'AUTORITE DELEGANTE.....	3
Article II. - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
Article III. - PROCEDURE.....	6
Article IV. - DUREE ET VALEUR ESTIMEE DU CONTRAT.....	6
Article V. - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	7
Article VI. - CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	8
Contenu de la candidature :.....	8
Dossier de l'offre :.....	8
Article VII. – PRESENTATION ET MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	9
Article VIII. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	10
Sélection des candidatures.....	10
Jugement des offres.....	11
Article IX. - NEGOCIATION.....	12
Article X. - VISITE DES LIEUX.....	12
Article XI. - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	12

## **Article I. - IDENTIFICATION DE L'AUTORITE DELEGANTE**

COMMUNE DE MERENS LES VALS

60 Rue de l'école

09110 MERENS LES VALS

## **Article II. - OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation a pour objet la conclusion d'un contrat de délégation de service public portant sur la gestion et l'exploitation du **Multiservices – bar – point chaud situé dans les locaux de l'ancienne gare SNCF** de MERENS-LES-VALS : 155 Rue de la Gare, 09110 Mérens-les-Vals.

La délégation de service public comprend :

- L'exploitation d'une activité de restauration (bar – point chaud) ;
- L'exploitation d'une activité d'épicerie ;
- La fourniture et la gestion des stocks de l'épicerie du camping communal en période estivale.

La délégation comprend les locaux équipés afférents, le matériel déjà fourni ainsi que la mise à disposition d'une Licence IV.

Le Déléataire assume le risque lié à l'exploitation du Multiservices-bar-point chaud en contrepartie du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat de délégation.

Il a le souci d'assurer la sécurité, le bon fonctionnement, la continuité, la qualité du service ainsi que l'égalité des usagers.

L'objectif est de créer un environnement réconfortant et propre à la détente à destination des usagers.

### **Au titre de ses obligations générales,**

Le Déléataire est tenu :

- D'assurer la gestion technique, financière, administrative et commerciale du Multiservices-bar-point chaud ;
- D'accueillir les usagers sept jours sur sept en période estivale (du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août) et de proposer des horaires d'ouverture étendus et conformes au besoin des usagers tout au long de l'année ;
- De contribuer au maintien des tissu social et économique en assurant à la population un lieu de vie agréable ;
- D'organiser et proposer des animations (musicales et/ou artistiques et autres) permanentes ou temporaires ainsi que des soirées jeux ;
- De mettre en œuvre toutes mesures d'information et de promotion nécessaires à la valorisation des activités organisées au sein de l'Ouvrage afin de développer sa fréquentation ;

- De proposer aux usagers des informations touristiques ;
- D'assurer la mise à disposition d'un accès au réseau Wi-Fi au bénéfice des usagers ;
- D'assurer la sécurité de l'Ouvrage conformément aux normes et à la réglementation en vigueur ;
- De respecter et appliquer les règles d'hygiène en vigueur ;
- D'assurer l'entretien des locaux, de la terrasse et de la devanture ;
- D'assurer la maintenance et le renouvellement des matériels affectés à l'exploitation du Multiservices-bar-point chaud ;
- De couvrir les risques d'exploitation ainsi que les risques liés à l'utilisation des biens immobiliers et mobiliers ;
- Il pourra faire toute proposition pour l'évolution et l'amélioration des activités qui lui sont délégués ou pour la mise en place d'activités complémentaires. Les missions devront faire l'objet d'une autorisation préalable de la Commune, ne devront entraîner aucune charge financière pour celle-ci, ni mettre en cause la qualité et la continuité du service public.

### **Au titre de ses obligations spécifiques,**

#### Concernant le restaurant,

Le délégataire devra :

- Proposer une carte adaptée aux spécialités locales dans la mesure du possible et adapter l'offre de restauration en fonction des saisons ;
- Le service devra se décomposer en un service de restauration classique, menu et/ou carte, et un service à toute heure de repas rapide (casse-croute, omelette, assiette de charcuterie ou salades etc.) ;
- Attirer et accueillir les usagers et visiteurs arrivant en train et en bus ;
- Proposer des repas à thèmes ou des animations (loto, belote, etc.)
- Développer une communication ciblée, notamment auprès du Club Alpin Français afin d'accroître la fréquentation et éventuellement proposer un tarif adapté aux adhérents.

#### Concernant l'épicerie,

Le délégataire devra :

Pour les habitants : Assurer la sécurité alimentaire de proximité, maintenir le lien social et proposer des produits frais et de qualité sans avoir à redescendre dans la vallée.

Pour les randonneurs : Fournir le nécessaire pour l'itinérance (énergie, matériel de secours) et valoriser le terroir local.

Le délégataire devra à minima:

- Mettre en place un service de dépôt et de commande de pain et de viennoiseries avec différentes gammes (pain rustique pour les randonneurs...) ;

- Développer et promouvoir la vente de Produit du terroir et frais :
  - o La Crèmerie : Fromages locaux à la coupe, yaourts artisanaux...
  - o La Charcuterie.
  - o Fruits & Légumes.
  - o Boissons : Bières artisanales locales, jus de fruits régionaux.
- Proposer une offre d'épicerie sèche :
  - o Féculents : Pâtes (plusieurs formes), riz (long et rond), semoule, lentilles et haricots secs.
  - o Huile de tournesol et d'olive, vinaigre, sel fin et gros sel, poivre, sucre, farine.
  - o Petit-déjeuner : Café (moulu et grains), thé, chocolat en poudre, confitures et miel de montagne locales, lait.
  - o Conserves de secours : Tomates pelées, thon, sardines, légumes de base (petits pois, haricots verts).
- Proposer des produits d'Hygiène et d'entretien :
  - o Corps : Savon solide (plus écologique), shampoing, dentifrice, brosses à dents, protections hygiéniques.
  - o Maison : Papier toilette (vendus à l'unité et en pack), essuie-tout, liquide vaisselle, lessive liquide ou en poudre, éponge, vinaigre blanc (multi-usage).
- Développer une offre spécifique randonneur et ravitaillement des itinérants sur le GR 10 et GR 107 :
  - o Nutrition de l'effort : Barres énergétiques, pâtes de fruits, mélanges de noix et fruits secs (proposer en vrac pour limiter les déchets), chocolat noir et tablettes énergisantes.
  - o Repas de bivouac : Plats lyophilisés (poids plume), semoule fine, soupes en sachet, conserves légères (thon, sardines) ou sachets souples de légumineuses.
  - o Santé et Hydratation : Pansements "double peau" (type Compeed), désinfectant, couverture de survie, crème solaire, stick à lèvres. Pastilles de purification d'eau (type Micropur).
  - o Matériel technique et dépannage : Cartouches de gaz (Vissant/Primus et à percer/Campingaz), piles (AA/AAA), briquets. Duct tape (adhésif puissant), cordelette, lacets de rechange.
  - o Cartes IGN locales, Topo guides.
  - o Logistique Montagne :
    - Point d'eau pour remplir les gourdes.
    - Consigne à sacs à dos : Pour permettre aux randonneurs de visiter le village ou déjeuner sans leur chargement.
- Assurer un lien avec la population locale, notamment par l'organisation de livraisons à domicile au bénéfice des personnes âgées et/ou isolées ;

- Assurer la continuité du ravitaillement des habitants en cas de crise, de rupture des axes de communication ou de déclenchement du Plan Communal de Sauvegarde (PCS).
- Assurer l'affichage des horaires d'ouverture de l'épicerie de camping.

Concernant la gestion de l'épicerie du camping communal - ouverte seulement durant la période estivale,

- Les exigences pour les produits seront identiques à ceux de l'épicerie ;
- Le Déléataire assurera la fourniture et la gestion des stocks du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août ;
- La Commune conservera la gestion (recrutement, planning, modalités d'ouverture et horaires) ainsi que la charge du personnel saisonnier ;
- Le Déléataire communiquera à la Commune le chiffre d'affaire afférent à l'épicerie de camping de façon mensuelle sur la période d'ouverture de celui-ci.

### **Article III. - PROCEDURE**

Il s'agit d'une procédure de délégation de service public au sens des dispositions des articles L1411-1 et R1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et des articles L3126-1 et R3126-1 et suivants du Code de la commande publique relatifs aux contrats de délégation/concession dont la valeur estimée hors taxe est inférieure au seuil européen publié au Journal Officiel.

Les candidats n'ont pas la possibilité de présenter plusieurs offres.

La présente consultation ne comprend ni tranche, ni lot.

Les échanges entre la Commune et les candidats se feront uniquement via courriel : [contact@mairie-merenslesvals.fr](mailto:contact@mairie-merenslesvals.fr)

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### **Article IV. - DUREE ET VALEUR ESTIMEE DU CONTRAT**

Le Contrat est conclu pour une durée de 3 ans à compter de sa signature, avec possibilité de reconduction de 1 an par décision du maire après un vote du Conseil Municipal.

En application des articles R3121-1 et R3121-2 du Code de la commande publique, la valeur du contrat de délégation doit être estimée par l'autorité délégante.

Pour estimer la valeur du contrat de délégation, la Commune a pris en compte le chiffre d'affaire hors taxes cumulé du précédent Déléataire pour les années 2022, 2023 et 2024.

Ainsi, la valeur estimée du contrat s'élève à environ 400 000 euros pour une durée de 4 ans.

Le contrat de délégation donnera lieu au versement à la Commune :

- d'une redevance d'un montant de 600 euros versée chaque mois par fraction de 50 euros par mois et dont le montant variera en fonction de l'indice de révision annuel des loyers en application du calcul convenu dans le cahier des charges (cf. Article 11 du cahier des charges) ;

- d'une redevance dont le taux minimal est fixé à 5 % du chiffre d'affaires HT, les candidats étant libres de proposer un taux supérieur dans leur offre ; ce taux sera apprécié dans le cadre des critères d'attribution du présent contrat (cf. Article 11 du cahier des charges).

Le Déléataire se rémunérera sur les recettes d'exploitation des services, en particulier celles perçues auprès des usagers et assumera les risques d'exploitation conformément à l'article L1121-1 du Code de la commande publique.

#### **Article V. - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation comprend :

- Le présent règlement de consultation ;
- Un plan des locaux ;
- Un inventaire des biens mis à disposition ;
- La grille des horaires en saison et hors saison **à compléter par le candidat ;**
- Le compte de résultat prévisionnel pour trois années **à compléter par le candidat ;**
- Le cahier des charges valant projet de contrat de concession qui a pour objet de définir l'objet du contrat, les spécifications des prestations et les conditions d'exécution du contrat.
  - **Le candidat est tenu de renseigner, dans le cahier des charges valant projet de contrat, sa dénomination sociale ainsi que sa forme juridique**, afin de permettre l'identification précise de la personne avec laquelle la Commune sera amenée à contracter (cf. Page 3 du cahier des charges).
  - **Le taux de redevance doit également être complété dans le cahier des charges par le candidat et ne peut être inférieur à 5%.** Les candidats qui proposeront un taux supérieur à 5% dans leur offre seront valorisés (cf. Article 11 du cahier des charges).
- Des éléments comptables et financiers relatifs à la précédente délégation ;

La Commune se réserve la possibilité d'apporter des modifications ou des compléments de détail au dossier de consultation au plus tard dix (10) jours avant la date fixée pour le dépôt des offres et des candidatures indiquée sur la page de garde du présent règlement.

Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Les candidats restent engagés par leurs offres pendant un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixées au présent règlement.

#### **Article VI. - CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

**Contenu de la candidature :**

Pièces à fournir par les candidats :

1. Une lettre de candidature avec une identification du candidat ;
  2. Un extrait K-bis ou équivalent de moins de 3 mois, le cas échéant ;
  3. Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au 31 décembre 2025 ou à défaut, une attestation sur l'honneur (R3123-18 du Code de la commande publique) ;
  4. Un mémoire présentant les garanties professionnelles et financières du candidat (chiffre d'affaires pour les trois dernières années, tout document de garanties bancaire ou équivalent) ainsi que toute information permettant d'apprécier sa capacité à assurer les engagements du cahier des charges valant contrat (lettre de motivation, CV, pièces justificatives démontrant son aptitude à gérer le Multiservices-bar-point chaud, etc.), de nature à garantir la continuité du service public et l'égalité des usagers.
  5. Une liste des principales prestations de même type exécutées au cours des années précédentes (gérance d'un commerce, d'un point de vente, contacts avec la clientèle, vente de produits ou de services...) (R3123-19 du Code de la commande publique) ;
- Seront précisés pour chaque référence : l'objet du contrat, le chiffre d'affaire annuel, la durée du contrat et sa date d'entrée en vigueur ainsi que toute autre information que le candidat jugera utile.
- Néanmoins, l'absence d'expériences strictement similaires n'entraînera pas l'élimination automatique du candidat. Celui-ci pourra démontrer ses capacités par tout autre moyen, et sa candidature sera examinée sur l'ensemble des éléments fournis.
6. Une attestation sur l'honneur certifiant que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation de passation des contrats de concession (R3123-16 du Code de la commande publique).

## Dossier de l'offre :

L'offre remise par chaque candidat contient les pièces suivantes :

- Le cahier des charges valant projet de contrat complété notamment le taux de la redevance qui ne pourra être inférieur à 5% (Les candidats qui proposeront un taux supérieur seront valorisés - Article 11 du cahier des charges), paraphé sur chaque page, daté et signé.
- Un mémoire technique comprenant obligatoirement :
  - Une description détaillée des moyens humains, matériels et techniques que le candidat entend mettre en œuvre ;
  - Un projet d'exploitation présentant les motivations et la vision du candidat, précisant sa compréhension du « Multiservices-bar-point chaud » et détaillant concrètement l'offre qu'il envisage pour les habitants, associations, touristes, randonneurs, cyclotouristes et visiteurs, en tenant compte des besoins de la population.



- Un projet de menu adapté aux spécialités locales et à la saison ;
- Des propositions sur les moyens qui seront mis en œuvre pour développer une clientèle et la fidéliser ;
- Une indication des supports sur lesquels le Délégué souhaite communiquer ;
- Une proposition de grille horaire d'ouverture hebdomadaire pour la période estivale à **compléter** (cf. Annexe 3) ;
- Une proposition de grille horaire d'ouverture hebdomadaire pour la période non-estivale à **compléter** (cf. Annexe 3) ;
- Une proposition de période de congés annuels
- Un compte prévisionnel de résultat à **compléter** (cf. Annexe 4) ;
- Tout projet ou devis d'assurance relatif à l'exploitation de l'Ouvrage, afin de permettre à la Commune de vérifier la solvabilité et l'adéquation des garanties souscrites par le Délégué.

Dans ce mémoire, le candidat pourra aborder les repas et activités thématiques qu'il pense mettre en œuvre pour conforter et diversifier son activité et les produits du terroir qu'il compte proposer.

Le mémoire comportera les éléments du compte de résultat prévisionnel simplifié sur le modèle annexé au présent règlement (cf. Annexe 4). Il y sera précisé la rémunération attendue provenant de l'activité.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, seront éliminées. Toutefois, la Commune pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Des précisions ou justifications pourront être demandées au soumissionnaire, soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse.

## **Article VII. – PRESENTATION ET MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les candidatures, les offres et l'ensemble des documents remis seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Les plis comprenant les candidatures et les offres doivent être remis au plus tard le 29 avril 2026 à 17 heures. Tout pli déposé ultérieurement sera considéré comme étant hors délai.

Conformément aux articles L.3122-5 et R3126-7 du code de la commande publique, la Collectivité autorise les candidats à transmettre leurs propositions de manière électronique.

### **Transmission dématérialisée :**

Les documents devront être adressés à l'adresse suivante : [contact@mairie-merenslesvals.fr](mailto:contact@mairie-merenslesvals.fr)

Le courriel, comprendra deux fichiers :

- une première enveloppe intitulée « candidature » ;
- une seconde enveloppe intitulée « offre » ;

Le courriel portera en objet : « Délégation de service public pour l'exploitation Multiservices-bar-point chaud de l'ancienne gare SNCF »

**Transmission par courrier ou dépôt contre récépissé :**

Les propositions devront parvenir sous pli fermé en MAIRIE de MERENS LES VALS, 60 Rue de l'école, 09110 MERENS LES VALS. Par courrier recommandé avec accusé de réception ou par dépôt contre récépissé.

Le pli, comprendra deux enveloppes :

- une première enveloppe intitulée « candidature » ;
- une seconde enveloppe intitulée « offre » ;

Le pli portera la mention : «Délégation de service public pour l'exploitation Multiservices-bar-point chaud de l'ancienne gare SNCF».

Quel que soit le mode de transmission, les propositions doivent être remises avant la date et l'heure de remise des propositions, mentionnées en entête du présent document soit le 29 avril 2026 à 17h.

**Article VIII. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Dans le cadre de cette procédure, au terme du délai de réception des candidatures et des offres, la Commission de Délégation de Service Public, visée à l'article L1411-5 du Code général des collectivités territoriales, se réunira pour ouvrir les plis et les courriels contenant les candidatures et les offres.

**Sélection des candidatures**

L'examen de la commission portera sur :

- les garanties professionnelles et financières des candidats au regard de leurs compétences et expériences professionnelles en matière de gestion et d'exploitation de Café-Restaurant et d'épicerie,

L'absence d'expérience strictement similaire ne saurait, à elle seule, entraîner l'élimination du candidat, dès lors que celui-ci justifie de capacité suffisante et présente un projet d'exploitation cohérent ;

- leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public ;

En application de l'article R3123-20 du Code de la commande publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, la Commune constate que ne manquent aucune des pièces ou des informations dont la production est obligatoire.

La Commune peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié. Elle informe alors les autres candidats de la mise en œuvre de la présente disposition.

A la suite de cet examen, la commission précitée, écarte, conformément à l'article L.3123-19 du Code de la commande publique, les candidatures incomplètes ou irrecevables et dresse la liste des candidats admis à participer à la suite de la procédure de passation du contrat de délégation/concession.

## Jugement des offres

L'offre sera appréciée au regard des éléments développés dans le mémoire technique et le cahier des charges complété.

Conformément à l'article R3124-4 du code de la commande publique, l'autorité concédante, se fonde sur une pluralité de critères non discriminatoires.

Ces critères sont fixés ci-après :

Critère	Description	Poids
<b>1. Montant de la redevance hors taxe</b>	Pourcentage proposé par le candidat au titre de la redevance (cf. Article 11 du cahier des charges), <u>ce taux ne pouvant être inférieur à 5% du chiffre d'affaires hors taxes.</u>	20 points
<b>2. Respect des engagements prévus au cahier des charges en termes, d'entretien et de maintenance</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Entretien et nettoyage régulier des installations.</li><li>- Maintenance préventive et corrective des équipements mis à disposition.</li><li>- Respect des obligations de sécurité et d'hygiène.</li><li>- Production de garanties d'assurance couvrant les risques liés à l'exploitation du Multiservices-bar-point chaud en ce qu'il comprend le restaurant-bar-point chaud et l'épicerie ainsi que la fourniture et la gestion des stocks de l'épicerie du camping municipal du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août.</li></ul>	20 points
<b>3. Qualité des propositions concernant le restaurant, l'accueil, l'animation et l'attractivité touristique</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Qualité de la proposition concernant l'amplitude des horaires d'ouverture.</li><li>- Qualité des produits servis au restaurant et proposés à l'épicerie.</li><li>- Qualité des propositions pour un accueil chaleureux des clients et usagers (habitants, randonneurs, touristes).</li><li>- Qualité des propositions d'animations et d'activités favorisant l'attractivité du site.</li><li>- Pertinence des moyens de communication pour valoriser le Multiservices.</li></ul>	45 points
<b>4. Politique tarifaire et attractivité commerciale</b>	Cohérence et accessibilité des tarifs et formules, dispositifs promotionnels ou de fidélisation.	15 points

## Article IX. - NEGOCIATION

Après avoir recueilli l'avis de la Commission de Délégation de Service Public sur les offres, la Commune se réserve la possibilité d'organiser une ou plusieurs phases de négociation avec un ou plusieurs candidats conformément à l'article L1411-5 du Code général des collectivités territoriales et aux articles L3124-1 et R3124-1 du Code de la commande publique.

A l'issue de cette négociation, une convention de délégation de service public sera conclue avec le candidat retenu.

Cette négociation pourra porter sur l'ensemble des clauses du cahier des charges.

La Commune pourra également conclure la convention de délégation de service public directement avec le candidat retenu sans organiser de phase de négociation.

## Article X. - VISITE DES LIEUX

Une visite du Multiservices-bar-point chaud est préconisée. Les conditions de visites sont les suivantes :

Visite facultative à l'appréciation du candidat pour l'élaboration de son offre.

Merci de bien vouloir prendre rendez-vous au 05 61 64 33 77 - [contact@mairie-merenslesvals.fr](mailto:contact@mairie-merenslesvals.fr)

#### **Article XI. - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Les demandes de renseignement complémentaires devront être adressées auprès de :

**Mairie de Merens Les Vals**  
**60 Rue de l'Ecole,**  
**09110 MERENS LES VALS**  
**Téléphone : 0561643377**  
**Courriel : [contact@mairie-merenslesvals.fr](mailto:contact@mairie-merenslesvals.fr)**

Une réponse sera, alors adressée en temps utile, à tous les candidats ayant été destinataires du dossier.